



Face au Covid-19, les recrutements supplémentaires de professeurs ne suffisent pas

11h50 , le 2 décembre 2020, modifié à 11h51 , le 2 décembre 2020



Un lycée dans le 14e arrondissement de Paris. (Sipa)

A situation exceptionnelle, moyens exceptionnels. Pour pallier les absences de profs, qui se multiplient en raison du Covid-19, le ministère de l'Éducation a autorisé, fin novembre, des recrutements supplémentaires : 6.000 contractuels de plus dans le premier degré et 8.000 assistants d'éducation dans les collèges et lycées. De quoi compléter les 62.000 postes de remplaçants déjà prévus cette année, et maintenir les cours quand les enseignants travaillent à distance, bénéficient d'une autorisation spéciale d'absence ou sont en congé maladie.

Il était temps... "Après les vacances de la Toussaint, l'emploi du temps de mon fils ressemblait à un gruyère. Certains jours, il lui arrivait de n'avoir que deux cours et trois heures de trou au milieu!", témoigne le père d'un élève de sixième scolarisé à Paris. "Plusieurs profs manquaient en même temps, décrit-il. L'un avait le Covid. Les autres n'ont pas donné d'explication". Professeurs fragiles (8 à 9% des effectifs, selon la rue Grenelle, mais certains viennent en cours équipés de masques FFP2), testés positifs ou cas contacts... Ces temps-ci, les absents se multiplient.

On n'arrivait plus à distinguer les absences non remplacées liées à un manque d'effectif structurel et celles liées au Covid

Impossible d'avoir un décompte précis, mais en raison de la pandémie, le nombre d'enseignants retenus chez eux a inévitablement augmenté. Pour preuve, la FCPE, principale fédération de parents d'élèves, a préféré "désactiver" son site Ouyapacours, l'outil qui permettait aux familles de déclarer les non-remplacements. "On n'arrivait plus à distinguer les absences non remplacées liées à un manque d'effectif structurel et celles liées au Covid", précise Rodrigo Arenas, le co-président. Dans l'académie de Créteil, on relève par exemple près de 200 profs absents chaque jour : "une totale catastrophe", assure la FCPE du 93.

Lire aussi - Grenelle de l'Éducation : à quoi ressembleront les professeurs de demain?

Le phénomène touche aussi bien le premier que le second degré. A l'école primaire, certains directeurs se voient obligés de répartir les élèves concernés dans les autres classes, brassant ainsi les groupes et augmentant les effectifs ; ce qui va à l'encontre des recommandations sanitaires actuelles. Dans le secondaire, les profs absents moins de 15 jours (ceux qui ont le Covid sans complication ou les cas contacts) ne sont en général pas remplacés, et les enfants envoyés en

perm. "A certains endroits, reconnaît Patrick Roumagnac, secrétaire général du syndicat de l'inspection de l'Education nationale - Unsa, on a utilisé toutes les ressources possibles, y compris les collègues habituellement chargés des formations".

Des "contrats courts" qui ne prennent pas toujours preneurs

Selon les besoins, les académies sous pression peuvent désormais embaucher des recrues supplémentaires. Dans l'académie d'Aix-Marseille, où la situation était très tendue, on annonce ainsi le recrutement d'une centaine de vacataires. Une trentaine a démarré jeudi dernier. Les autres en principe cette semaine. "Nous remplaçons les enseignants qui sont en télétravail ou en arrêt maladie supérieur à 15 jours", précise-t-on au rectorat.

De quoi résoudre le problème? Pas forcément si l'on écoute le corps enseignant. "Ces contrats courts, qui vont jusqu'en février, ne trouvent pas preneurs dans un certain nombre de départements. Être professeur, ça ne s'improvise pas", analyse Stéphane Crochet, le secrétaire général du SE-Unsa, l'un des principaux syndicats qui avait demandé, dès juin, qu'on recrute davantage par concours ou par des contrats plus longs et plus attractifs.

"

Le choix du ministère renforce la précarité et nie l'importance de la professionnalité des enseignants

"

Les collègues du premier degré critiquent eux-aussi. Le "choix du ministère renforce la précarité et nie l'importance de la professionnalité des enseignants, surtout en période de crise pandémique", regrette-t-on au Snuipp-FSU, syndicat majoritaire des instituteurs, qui invitait cet été à embaucher 1.500 candidats des listes complémentaires et défend, à moyen terme, l'organisation d'un "concours exceptionnel de recrutement".

Lire aussi - Covid-19 : ce que l'on sait aujourd'hui sur la contagiosité des enfants et adolescents

Un remplacement dans le collège de Samuel Paty fait polémique

Faire appel à des contractuels soulève toujours des questions. "Est-ce qu'ils sont vraiment aussi qualifiés que les titulaires?", interroge l'un. "ça peut être n'importe qui...", grince l'autre. Pas facile de trouver le bon profil... "Pour un élève de terminale inscrit en spécialité mathématiques, ce n'est pas un vacataire ou un candidat qui a raté le concours qui pourra lui faire réviser l'épreuve du bac", juge Hubert Salaün, de l'association des parents d'élèves PEEP.

Cette année, encore plus qu'en temps normal, le remplacement tourne au casse-tête. Pour preuve, l'annonce parue la semaine dernière sur le site de Pôle Emploi pour trouver un professeur d'histoire-géo - "débutant accepté", qualité requise : "gestion du stress" - dans le collège de... Samuel Paty, l'enseignant assassiné, a soulevé l'indignation. Et le rectorat de Versailles, qui a retiré l'offre, s'est empressé de l'admettre : la démarche était "inappropriée".